

ROYAUME DU MAROC

*_*_*_*_*_*

HAUT COMMISSARIAT AU PLAN

*_*_*_*_*_*_*_*

INSTITUT NATIONAL
DE STATISTIQUE ET D'ECONOMIE APPLIQUEE

INSEA



**EXPOSE
MACROECONOMIE**

L'inflation

Préparé par : *AOUHASSI Sarah*

Option : *Economie Appliquée*

Année universitaire 2008-2009

SOMMAIRE

I. Définition, mesure, et types d'inflation :

1. Définition
2. Mesure
3. Types
4. Développement de l'inflation

II. Les causes de l'inflation

1. L'inflation phénomène monétaire
2. Les déséquilibres de marché
3. L'inflation structurelle

III. Les conséquences de l'inflation

1. Les effets à court terme
2. Les effets à long terme

IV. Les politiques de lutte contre l'inflation:

1. La régulation conjoncturelle
2. La régulation conjoncturelle

Introduction

. L'inflation se définit comme la hausse généralisée et continue des prix. Pour être plus précis, l'inflation correspond à une augmentation excessive de la masse monétaire par rapport au volume de production.

Les causes de l'inflation sont multiples, les conséquences aussi et les moyens mis en œuvre pour lutter contre l'inflation n'ont pas toujours été efficaces.

I. Définition, mesure, et types d'inflation :

1) Définition :

L'inflation est la hausse et auto-entretenu du niveau général des prix.

Plusieurs indicateurs sont utilisés par les économistes afin de mesurer la performance globale d'une économie, le taux d'inflation en représente un indicateur important.

2) Mesure de l'inflation :

La variation observée dans le niveau général des prix est mesurée par un indice des prix, qu'est généralement l'indice des prix à la consommation (IPC) :

Indice des prix à la consommation : mesure l'évolution du niveau moyen des prix d'un panier fixe de biens et services que les consommateurs ont achetés au cours d'une période donnée. Le choix des biens et services composant le panier, est fondé sur les habitudes de consommation des ménages mais il est mis à jour périodiquement.

Taux d'inflation : est la variation en pourcentage de cet indice sur une période donnée. Son niveau déterminera par la suite le degré de gravité de l'inflation qui la classe suivant les types suivants :

3) Types d'inflation :

L'inflation modérée : Elle est caractérisée par une augmentation lente des prix. Le taux d'inflation annuelle dans ce cas là est un taux à un chiffre. Dans une telle situation, les gens ont confiance en la monnaie, autrement dit, ils sont disposés à conclure des contrats à long terme parce qu'ils croient que le prix du bien qu'ils achètent ou qu'ils vendent connaîtra une évolution raisonnable et aussi à garder des encaisses monétaires car ayant à l'idée que leurs actifs liquides vont conserver leur valeur réelle.

L'inflation galopante : On appelle « inflation galopante » l'inflation à deux chiffres pour cent par an, c'est le cas des pays latino-américains au cours des années 1970 et 1980. La monnaie dans ces cas perd très rapidement de sa valeur ; les taux d'intérêts peuvent être de moins 50 ou moins 100 pour cent par an et les gens ne détiennent sous forme de monnaie que le strict minimum nécessaire pour les transactions quotidiennes.

L'hyperinflation : On définit l'hyperinflation comme un taux extrême d'inflation qui peut atteindre les 1000%, où l'on voit le niveau général des prix des biens et des services grimper très rapidement. Les consommateurs essaient de dépenser leur argent rapidement et les producteurs accumulent souvent les biens, car ils s'attendent à en tirer un meilleur prix plus tard. L'hyperinflation peut détruire une économie, car l'argent cesse de remplir ses fonctions traditionnelles, c'est-à-dire d'être une monnaie d'échange, une unité de compte et une réserve de valeur. Si l'hyperinflation persiste, les gens perdent confiance en leur monnaie et cherchent des monnaies de rechange — ils utilisent ainsi une monnaie plus stable émise par d'autres pays. Cela a souvent pour résultat l'effondrement monétaire, qui s'accompagne d'une agitation politique et sociale.

4) Le développement de l'inflation :

Dans le courant du 19ème siècle s'affirme un long mouvement de baisse des prix, le 20ème siècle, quand à lui, marqué par une croissance quasi permanente du niveau général des prix. Installée par la 1ère guerre mondiale, l'inflation va alors connaître dans un premier temps des poussées temporaires et par la suite, une montée de puissance durable.

II. Les causes de l'inflation :

Les sources de l'inflation sont très diverses, trois apparaissent particulièrement importantes :

- ✓ le rôle de la monnaie

- ✓ les déséquilibres du marché
- ✓ la nature des structures économiques.

1) *L'inflation phénomène monétaire :*

Pour M .FRIEDMAN, prix Nobel d'économie, « **l'inflation est toujours et partout un phénomène monétaire** » .en d'autre termes l'inflation est due à un excès de monnaie.

La justification de cette idée s'appuie sur l'existence d'une relation économique globale, nommée « **équation quantitative de la monnaie** » et qui s'exprime ainsi :

$$M.V=P.Q$$

Où :

- M : la masse monétaire en circulation
- V : la vitesse de circulation de la monnaie
- P : le niveau général des prix
- Q : le volume de la production réalisée

Cette équation permet de montrer qu'une augmentation de la quantité de monnaie provoque, de façon mécanique, un relèvement du niveau général des prix. Elle contribue ainsi à justifier la « **règle d'or monétariste**» développée par Friedman, à savoir que l'évolution de la masse monétaire doit être corrélée à l'évolution du volume de production.

Autrement dit, l'inflation a une origine monétaire lorsque la quantité de monnaie dans l'économie augmente plus vite que la quantité de biens et services produite. C'est pourquoi les autorités monétaires comme la banque centrale, cherchent à contrôler étroitement la masse monétaire et donc la création monétaire afin d'éviter une trop forte inflation.

Il est à noter que le crédit est aussi source de création monétaire, ceci permet de comprendre pourquoi la banque centrale augmente le taux d'intérêt, dans le but de freiner les demandes de crédit et aussi d'éviter une augmentation de l'inflation d'origine monétaire.

Notons que dans une perspective keynésienne, la hausse du taux d'intérêt réduit l'investissement et donc la demande globale, risquant ainsi d'entraîner une hausse du chômage d'où le dilemme inflation-chômage : « **La Courbe de Phillips** ».

La courbe de Phillips traduit une relation inverse entre les deux phénomènes, le chômage et l'inflation, c'est-à-dire le taux d'inflation augmente lorsque le taux de chômage diminue.

Dans les années 1960 et 1970, cette théorie a conduit les responsables politiques à prôner soit une politique contre l'inflation (les néoclassiques, dont les monétaristes), soit une politique contre le chômage (les keynésiens). La situation de stagflation (coexistence de l'inflation et du chômage) et le choc pétrolier des années 1970 a infirmé la pertinence de la courbe de Phillips ! , la relation inflation-chômage

est remise en cause, à l'arbitrage inflation ou chômage, semble se substituer la combinaison inflation et chômage.

2) Les déséquilibres de marché :

L'origine de l'inflation peut être recherchée au niveau des mécanismes de formation des prix. La croissance du niveau général des prix qui traduit l'inflation peut être soit tirée par excès de la demande globale par rapport à l'offre globale, soit poussée par les coûts qui déterminent les prix de l'offre.

a) L'inflation par la demande :

Dans la théorie des marchés, le prix est déterminé lorsque l'offre et la demande s'égalisent ainsi, la hausse générale des prix provient du fait qu'en moyenne sur les marchés des biens et services, la demande est supérieure à l'offre, entraînant une hausse des prix. Ceci peut se produire si les entreprises fonctionnent à pleine capacité et n'ont pas encore réalisé les investissements leur permettant d'accroître leurs capacités de production.

Dans l'analyse keynésienne, l'inflation est due à un déséquilibre entre la demande globale et l'offre globale. Plus précisément l'excès de demande n'est porteur d'inflation que lorsqu'il est appuyé par une création monétaire supplémentaire : l'inflation par la demande s'analyse alors comme une inflation de type monétaire.

b) L'inflation par les coûts :

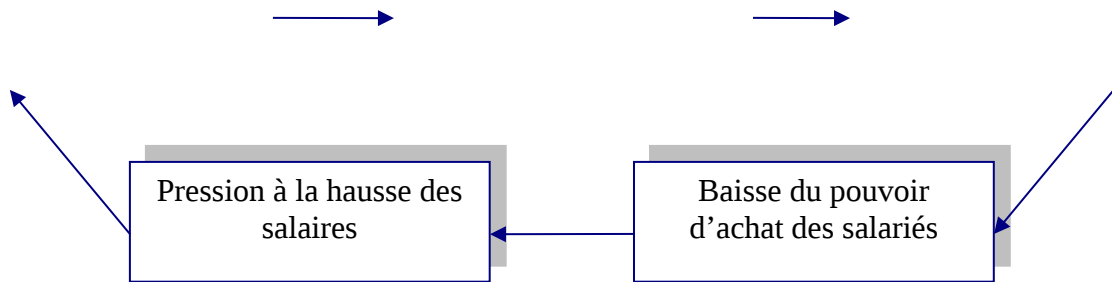
La hausse des prix des biens et services provient de la hausse des prix des facteurs de production, laquelle augmente les coûts de production et se répercute sur les prix de vente. La hausse des coûts peut avoir plusieurs origines.

Nombreuses et variées, ces sources d'inflation par les coûts, se combinent et s'entretiennent pour donner naissance à ce que l'on appelle des « **Spirales Inflationnistes** ». La plus présente dans les économies contemporaines « **la spirale prix-salaire** » se traduit de la manière suivante :

Hausse des coûts de travail supérieure aux gains de productivité

Hausse des coûts de revient des produits

Elévation des prix de vente



3) *L'inflation structurelle :*

Des structures (éléments profonds) de l'économie expliquent en grande partie l'inflation, notamment :

- 4) ***Les intermédiaires*** : dans les sociétés développées, on assiste à une multiplication des intermédiaires (évitant au client de se déplacer...), ce qui ne peut qu'augmenter le prix final des produits.
- 5) ***Les monopoles et oligopoles*** : ils éliminent la concurrence et accroissent donc le niveau des prix.
- 6) ***La prédominance des services*** : les services deviennent progressivement majoritaires dans tous les pays développés. L'augmentation des revenus ne peut donc guère être obtenue par une augmentation de production par travailleur mais par la hausse des prix des produits ou services proposés.

III. *Les conséquences de l'inflation :*

Ces effets sont de natures différentes selon la capacité de financement des agents et selon la période analysées. On distingue généralement les effets à court terme et les effets à long terme

1) *Des effets contrastés à court terme :*

Selon la capacité des agents on distingue trois types d'effets (plutôt micro économiques) à court terme de l'inflation :

- **L'inflation allège les dettes des agents.** En effet la charge de remboursement d'un emprunt à taux fixe (les mensualités de remboursement d'un ménage par exemple) devient moins lourde à supporter dans un contexte de hausse des prix et des salaires (comme en France entre 1975 et 1982). Les agents les plus endettés (l'État) ont donc intérêt, provisoirement à « laisser filer » l'inflation. *On notera cependant, que sur le long terme le développement de l'inflation, non accompagnée de hausse des salaires, réduira le pouvoir d'achat.*

- **L'inflation modifie la structure des revenus** et accroît l'inégalité entre les ménages à revenus élevés et les autres. En effet, le revenu direct des ménages à revenu élevé est composé des revenus du travail mais aussi des revenus du capital (intérêts perçus des placements sur livrets ou en obligations, et dividendes des actions détenues). En période d'inflation les taux d'intérêt ont tendance à s'élever (pour continuer à offrir un placement rémunérateur aux épargnants-investisseurs). Les ménages à haut pouvoir d'achat peuvent donc profiter de l'augmentation du revenu de leurs placements. A l'inverse les ménages à revenu modeste ne peuvent guère épargner. Ils ne profitent donc pas de cette opportunité et au final l'écart entre les revenus directs s'accroît, compte tenu du différentiel de croissance des revenus, lié au rendement de l'épargne.
- **L'inflation tend à réduire la croissance** et modifiant l'arbitrage entre revenu et consommation. La hausse du taux d'intérêt dissuade l'emprunt (réduit les achats à crédits des ménages les moins fortunés) et incite à l'épargne (pour les ménages qui peuvent épargner). La consommation, qui est l'un des moteurs de la croissance (la demande adressée aux entreprises tire la production), tend à se ralentir, entraînant avec elle la réduction du taux de croissance de l'économie nationale. Contrairement aux deux effets précédents, il s'agit là d'un effet macro économique qui a de graves conséquences sur le long terme.

2) De graves effets sur le long terme :

On distingue des effets de système (ou d'environnement) et des effets macro économiques durables sur la compétitivité, la croissance et l'emploi.

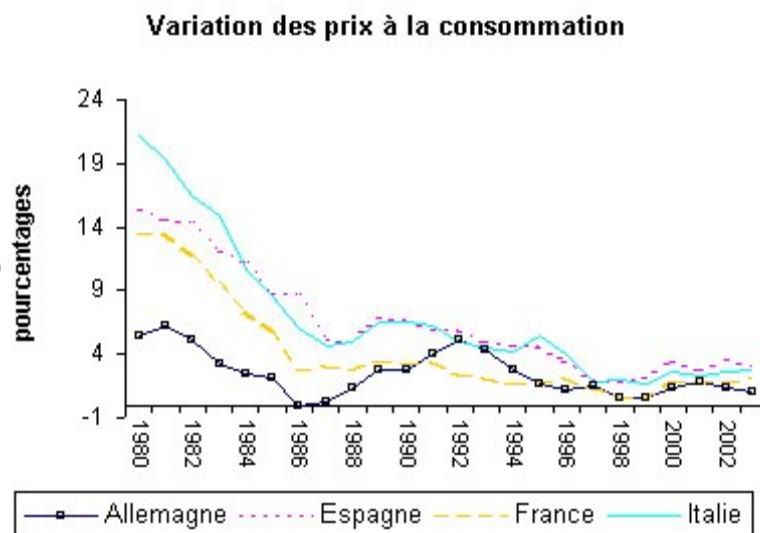
- **En termes d'environnement** l'inflation réduit la capacité de prévision économique des agents (ou horizon temporel), accroît le risque, et provoque de l'auto-inflation. Faute de capacité à prévoir l'évolution des prix sur le moyen terme, les entreprises reportent leurs projets non stratégiques, compte tenu de l'incertitude des conditions de rentabilité future des projets d'investissement. Cependant des opérations ne peuvent être repoussées (dans le domaine des transactions sur les matières premières ou sur les produits agricoles par exemple). Dans ce cas l'entreprise s'assure en versant une prime de risque (liée à l'évolution du prix d'un contrat à terme libellé dans une devise fluctuante par exemple). Le coût de cette prime de risque est naturellement reporté sur le prix de vente final, ce qui entretient l'inflation (phénomène « *d'auto inflation* », similaire à l'effet produit, au niveau mondial, par les achats de précaution lors de l'annonce d'une prochaine hausse des cours.
- **En terme macro économique** les conséquences sont plus perceptibles. En effet, en raison de l'internationalisation croissante de l'économie l'inflation altère la compétitivité de l'économie nationale, réduit la croissance économique, accroît le chômage, et entraîne la dépréciation de la monnaie nationale sur le marché des changes.

La compétitivité de l'économie nationale (la capacité à accroître ses parts de marché) se mesure :

- soit par sa capacité à produire des biens (et services) comparables à ceux produits par l'étranger à des prix plus faibles. C'est la *compétitivité-prix* ;
- soit par sa capacité à produire des biens (et services) supérieurs (par la qualité, la technologie ou les services liés aux produits, à un prix plus élevé, mais a priori justifié aux yeux de l'acheteur. C'est la compétitivité « hors prix » ou la *compétitivité-produit*.

Or l'inflation réduit simultanément ces deux formes de compétitivité de l'économie nationale.

A) L'inflation réduit la compétitivité-prix



(Source : la documentation française)

Figure 4 : La réduction du différentiel d'inflation

Dans certains pays, l'emploi dépendant des exportations frôle les 25% et une grande partie des marchés est alimentée par les importations. En cas d'inflation durable, le prix des produits devient plus élevé que celui des concurrents pour un produit similaires. De ce fait, les clients étrangers se détournent des produits nationaux, pour acheter à un meilleur prix dans d'autres pays. En conséquence la croissance du marché des entreprises exportatrices diminue. Les firmes commencent d'abord par reporter leurs projets d'embauche, puis finissent par licencier. Du coup la consommation des ménages touchés diminue, ce qui entraîne une baisse de la demande adressée aux entreprises, qui a leur tour.... C'est ainsi que, le *différentiel d'inflation* entre la France et l'Allemagne, défavorable à la France de 1960 à 1990 (figure 4), explique partiellement que l'Allemagne soit devenue sur cette période le second exportateur mondial, avec 9 % des exportations mondiales de biens et services en 2003.

B) L'inflation réduit la compétitivité-produit

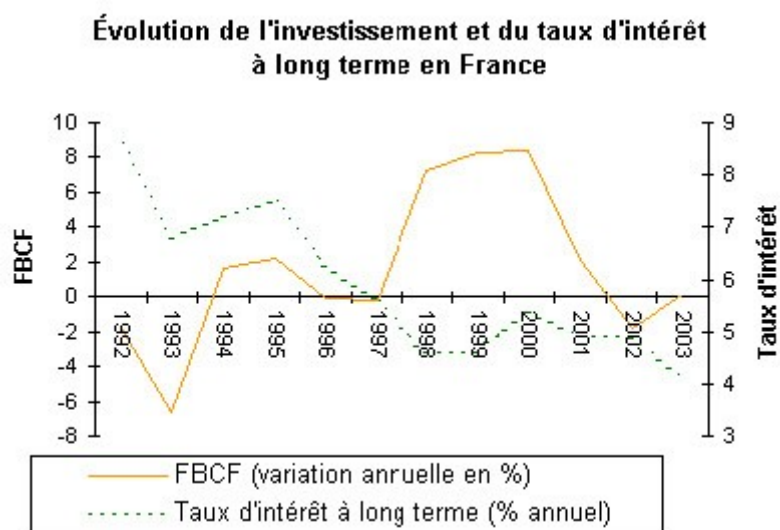


Figure 5 : le lien taux d'intérêt - investissement

Avec l'inflation, le taux d'intérêt augmente, ce qui renchérit le coût des investissements des entreprises. Le niveau des investissements est donc inversement proportionnel au taux d'intérêt. Plus le taux est élevé, plus les investissements sont faibles, et réciproquement (*figure 5*). Un pays qui connaît une forte inflation durable perd donc du terrain par rapport à la concurrence qui peut continuer à se moderniser.

Les produits deviennent moins compétitifs, se vendent moins, donc les parts de marché régressent, la croissance ralentie et le chômage progresse.

C) L'inflation déprécie la monnaie sur le marché des changes :

Sur le marché international des monnaies nationales, *le marché de changes*, la valeur de la monnaie dépend aujourd'hui de la compétitivité de l'économie nationale représentée par cette monnaie. Les investisseurs recherchent des monnaies stables (« *monnaies refuges* ») c'est-à-dire qui ne sont pas susceptibles à court terme de perdre de la valeur en l'échangeant contre une autre monnaie. Les investisseurs préféreront acheter la monnaie d'une économie à fort taux de croissance durable, avec peu d'inflation et peu de chômage. C'est ainsi que le Franc a perdu 3 fois sa valeur rapport

au D. Mark en 30 ans. Alors qu'en 1960 il fallait 1 Franc pour acheter un Mark, il en fallait 3,35 en 1997 !

IV. Les politiques de lutte contre l'inflation:

1) La régulation conjoncturelle :

Ce sont les mesures mise en œuvre par la puissance publique pour réduire rapidement la croissance des prix, principalement en cherchant à freiner les mécanismes budgétaires et monétaires de propagation de l'inflation.

Ces politiques s'appuient sur deux instruments.

A) La politique budgétaire. Elle cherche à contenir la demande globale par l'État :

- En réduisant le déficit budgétaire ; d'abord par la croissance des recettes publiques (par l'impôt dans les années 1980, ce qui réduit le revenu net disponible des ménages) ; puis par la réduction des dépenses de l'État, particulièrement depuis les années 1995 : privatisations, décentralisation, mise en concurrence des monopoles publics.

- En modifiant le financement du déficit budgétaire par le financement non monétaire (non bancaire) du déficit public grâce à l'appel à l'épargne sur le marché financier (grâce à l'émission de bons du trésor par exemple).

B) La politique monétaire. Elle cherche à contrôler la quantité de monnaie (ou de liquidité) en circulation (Figure 6) :

- par la manipulation du taux d'intérêt (une hausse du taux d'intérêt réduit la consommation ;
- par l'imposition d'un coefficient de réserve obligatoire (de l'ordre de 2% selon la nature des fonds) des réserves des banques auprès de la banque centrale (les fonds ainsi gelés deviennent « *des fonds non prêtables* ») ;
- par la politique d'achat (au jour le jour) de la banque centrale de titres (effets de commerce) détenus par les banques (politique « *d'open market* » ou de réescompte). En refusant d'acheter ces titres (acquis par les banques auprès de leurs entreprises clientes), la banque centrale

refuse de fournir de la liquidité aux banques, ce qui les contraint, provisoirement, à refuser du financement à leurs clients.

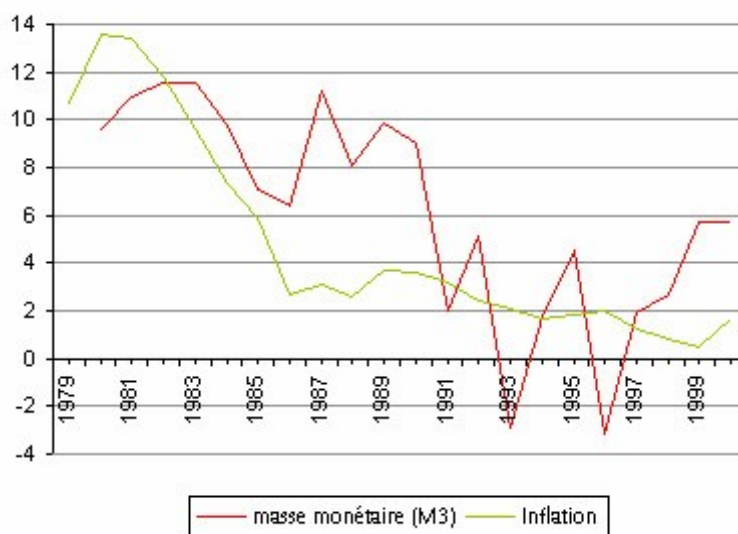


Figure 6 : Le lien entre masse monétaire et inflation

2) La régulation structurelle :

Ce sont des mesures à plus long terme destinées à supprimer les causes durables de l'inflation.

Il s'agit donc de contrôler la demande, de favoriser l'offre, et d'inscrire cette politique dans un cadre européen.

Du côté de la demande, l'importance du chômage réduit « naturellement » les revendications à la hausse des salaires. Mais l'État peut émettre un signal « modérateur » par la proposition de normes non inflationniste de progression des revenus du travail ; dans la gestion des salaires dans la fonction publique par exemple (augmentation moyenne des traitements inférieure à l'inflation depuis 2002), comme par l'augmentation du SMIC sans rattrapage au delà de l'inflation (*politique d'austérité salariale*). De même la non revalorisation de certaines prestations sociales (les bourses d'étudiants par exemple) pèse sur le pouvoir d'achat des ménages et donc tend à freiner la progression de la demande.

Du côté de l'offre, les pouvoirs publics cherchent à favoriser la compétitivité des firmes par trois moyens :

- la réduction des contraintes financières qui pèsent sur les entreprises, soit par des allègements fiscaux (baisse du taux de l'IS de 50 à 35 % en 20 ans), soit par des incitations fiscales (investissements défiscalisés) soit

par des allègements de charges sociales (pour les bas salaires jusqu'à 1,4 fois le Smic) ;

- la restauration du rôle du marché, en introduisant plus de concurrence, ce qui permet de lutter contre la hausse des prix. D'où la déréglementation, les dénationalisations, l'ouverture à la concurrence de secteurs autrefois protégés (téléphonie, énergie...) et des frontières, comme le renforcement de la coopération internationale ;
- l'assouplissement des contraintes légales et réglementaires qui encadrent le droit du travail et le droit social, soit par la modification de la loi (la réforme des 35 heures par exemple) soit par l'extension du champ d'application des accords de branches et d'entreprises, qui permet de « flexibiliser le droit » et de l'adapter à des situations économiques particulières.

En résumé, par la réduction des charges et des contraintes sur les entreprises, par la pression sur la demande des ménages, et par l'ouverture à l'international, les autorités publiques cherchent :

- à favoriser le rétablissement du taux de marge et de profit des entreprises, source de futurs investissements et signe de retour à la compétitivité industrielle ;
- à favoriser les gains de parts de marchés étrangers, par un différentiel d'inflation favorable (prix plus faible que les produits similaires étrangers), signe du retour à la compétitivité prix.

Au total la politique de désinflation compétitive s'inspire des théories libérales d'inspiration monétariste, dont l'extension aux effets bénéfiques sur l'emploi n'est pas encore démontrée.